

# **HOPITAL CHIRURGIE SYNDICATS ACCORD PROJET GREVE**

## **LES CHIRURGIENS HOSPITALIERS, LES CHEFS DE CLINIQUE ET LES INTERNES MAINTIENNENT LEUR APPEL A LA GREVE A PARTIR DE MERCREDI**

**SUJET : HOPITAL CHIRURGIE SYNDICATS ACCORD PROJET GREVE**

**TITRE : LES CHIRURGIENS HOSPITALIERS, LES CHEFS DE CLINIQUE ET LES INTERNES MAINTIENNENT LEUR APPEL A LA GREVE A PARTIR DE MERCREDI**

PARIS, 30 août (APM) - Des syndicats de chirurgiens hospitaliers, de chefs de cliniques et d'internes ont maintenu lundi leur appel à la grève et à des manifestations à partir du 1er septembre si un accord n'est pas signé avec le gouvernement, dans une déclaration solennelle publiée lundi.

Cette déclaration solennelle émane de la Coordination médicale hospitalière (CMH), du syndicat des chirurgiens hospitaliers (SCH), du syndicat de praticiens SNAM-HP, des chirurgiens publics adhérents à l'Union collégiale des chirurgiens et spécialistes français (UCCSF), de l'Intersyndicat des internes des hôpitaux (ISNIH) et de l'Intersyndicat national des chefs de clinique et assistants des hôpitaux (ISNCAA).

Les syndicats déplorent qu'en contradiction avec les engagements du ministre de la Santé énoncés mardi dernier à l'occasion de la signature d'un protocole avec les chirurgiens libéraux, aucun accord n'ait encore pu être signé avec les hospitaliers.

"Nous sommes en colère. Nous craignons que les engagements pris par le ministre restent lettre morte. Le nouveau texte a été mis sous embargo", indique à l'APM François Aubart, président de la Coordination médicale hospitalière.

Le ministère de la Santé a élaboré une nouvelle mouture d'un possible accord mais ne l'a pas encore transmise aux syndicats.

Le ministère qui recevait lundi matin les représentants de l'Intersyndicat national des praticiens hospitaliers (INPH) dont sa présidente Rachel Bocher et le président du Syndicat des praticiens hospitaliers anesthésistes-réanimateurs (SNPHAR), chercherait, selon différentes sources, à rallier le maximum des organisations syndicales (cf dépêche APM SNHHU001).

Le président de la CMH considère que les éléments sur lesquels le ministère s'est engagé sont essentiels pour l'avenir de la chirurgie hospitalière.

"Nous considérons qu'il faut maintenant concrétiser et signer un relevé de conclusions. Ces propositions ne remettent pas du tout en cause l'unicité du statut de praticien hospitalier. Par ailleurs, tous les syndicats s'étaient engagés sur la possibilité de mettre en place des valences contractuelles. On ne peut donc que s'étonner de la frilosité de certains syndicats à passer à l'acte", souligne François Aubart.

Le président de la CMH souligne également que l'absence d'accord pour la chirurgie publique fragilisera les engagements pris auprès des syndicats de chirurgiens libéraux.

"Les engagements sur la formation et sur le regroupement des plateaux techniques n'auront pas de sens si on ne signe pas d'accord avec l'hôpital public. C'est pour cette raison que nous avons le soutien des libéraux qui voient d'un mauvais oeil le non respect des engagements du gouvernement à notre égard", explique François Aubart.

Dans un communiqué, le Syndicat national des médecins et praticiens salariés des hôpitaux et établissements de soins privés à but non lucratif et à but lucratif (SYMHOSPRIV) se déclare solidaire du mouvement lancé par la CMH et le SNAM.

Le syndicat espère que "comme pour les libéraux, des avancées significatives permettront d'aboutir à la signature de toutes les parties". Il rappelle que les établissements privés PSPH sont concernés par les mesures qui comportent notamment l'augmentation de la rémunération de 15% sur 3 ans.

LE SYMHOSPRIV indique qu'il sera "vigilant quant à sa transposition" dans le secteur privé non lucratif.

Les différents syndicats qui appellent à la grève se demandent si le contre-temps n'est pas lié à une crainte de débordements financiers de la part du gouvernement qui doit faire face à une série de revendications catégorielles.

Samedi, le ministère a dû en effet recevoir les anesthésistes libéraux privés qui ont présenté à leur tour leurs revendications.